

Canada

**CHECK AGAINST DELIVERY
VÉRIFIER AU PRONONCÉ**

**STATEMENT BY
THE HONOURABLE LAWRENCE CANNON
MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF CANADA**

**MINISTERIAL MEETING IN PREPARATION FOR
THE 10TH ANNIVERSARY OF SECURITY COUNCIL 1325 (2000)
ON WOMEN, PEACE AND SECURITY**

NEW YORK, 25 SEPTEMBER 2010

**DÉCLARATION DE
L'HONORABLE LAWRENCE CANNON
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU CANADA**

**RÉUNION MINISTÉRIELLE EN PRÉPARATION DU
10^E ANNIVERSAIRE DE LA RÉOLUTION 1325 (2000) DU CONSEIL DE SÉCURITÉ
SUR LES FEMMES, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ**

NEW YORK, LE 25 SEPTEMBRE 2010

Our goal today is to demonstrate our collective intent to advance the implementation of the women, peace and security agenda and to gather momentum for progress.

Much has been achieved in the 10 years since Resolution 1325 was adopted. The establishment of UN Women and the appointment of a Special Representative of the Secretary-General to combat sexual violence are the most recent achievements and will ensure that the UN is working in a concerted and coordinated manner. The development of a global set of indicators on Resolution 1325 is another important step in furthering this agenda.

It has become very clear that time-bound and measurable indicators are critical if we are to achieve real progress on this agenda. We need to be able to measure what we are doing, and how we are doing it.

It is important to recognize that, we, the international community, have much to do to prevent the use of rape as a tool of war, to increase the participation of women in peace operations and peace talks, to protect and promote the rights of women and girls, and to ensure women's equal access to humanitarian and development assistance.

Canada's commitment to the women, peace and security agenda is firmly based on our core values of freedom, democracy, human rights and the rule of law. The importance of this agenda is reflected in our substantial efforts to support the implementation of Resolution 1325. I would like to provide you with a few examples of our current work:

- Canada is providing funding for sexual and gender based violence investigation training for police officers serving in the African Union - United Nations Hybrid Mission in Darfur (UNAMID). This training has already been provided to more than 200 officers and a further 50 officers will complete it this autumn.
- In addition, Canada has recently committed \$13.5 million to a Canadian NGO, the Center for International Studies and Cooperation (CECI), to combat violence against women and girls in the Great Lakes region of Africa. This project will aim to build the capacities of local organizations involved in eliminating violence against women and girls in Burundi, the DRC, and Rwanda.
- Canada is also supporting the Geneva Centre for Democratic Control of Armed Forces (DCAF) to develop and promote a toolkit for implementation of Security Council Resolutions 1325, 1820, 1888 and 1889 within the security sector.

Canada is committed to do more.

- Canada commits to ensure that our non-governmental partners delivering Canadian humanitarian assistance have codes of conduct related to sexual exploitation and abuse that are consistent with the core principles in the Inter-Agency Standing Committee Plan of Action on Protection from Sexual Exploitation and Abuse in Humanitarian Crises.
- In addition, Canada's Department of National Defence will develop and implement a policy framework which responds to Security Council Resolution 1325. It will include provisions for providing training on women, peace and security issues for Canadian personnel deployed to peace operations.
- Finally, Canada commits to identifying Canadian specialists with expertise in women, peace and security issues who may be called upon to support future peace operations, including peace processes.

We welcome the database initiative to capture commitments for action on Resolution 1325 and we look forward to working with this important tool to demonstrate our accountability in the years to come.

We have outlined today a number of actions that Canada is willing to take to advance the women, peace and security agenda. And so, I would like to call on all Member States, as well as regional organizations, the UN and civil society, to also commit to concrete and sustained action on women, peace and security.

We look forward to hearing these commitments at the Security Council Open Debate in October. Through committing to act, and being accountable for our actions, we can together move forward to ensure that all members of the international community - women and men, girls and boys participate equally, and benefit from our work.

Aujourd'hui, notre objectif consiste à démontrer notre volonté commune à promouvoir la mise en œuvre du programme sur les femmes, la paix et la sécurité et à lui donner une impulsion en vue de réaliser des progrès.

Nous avons parcouru un long chemin depuis l'adoption, il y a dix ans, de la résolution 1325. Les deux dernières réalisations à ce chapitre, soit la création d'ONU Femmes et la nomination d'un représentant spécial du Secrétaire général chargé de la lutte contre la violence sexuelle, permettront d'assurer un travail concerté et coordonné à l'ONU. L'élaboration d'un ensemble d'indicateurs mondiaux pour la résolution 1325 constitue une autre étape importante dans la progression de ce dossier.

Il est devenu évident que la réalisation de progrès concrets dans ce dossier dépend d'indicateurs mesurables et assortis de délais. Nous devons être capables de jauger nos actions et la méthode employée.

Il est important de reconnaître que nous, la communauté internationale, avons beaucoup à faire pour empêcher le recours au viol comme arme de guerre, accroître la participation des femmes aux opérations et aux pourparlers de paix, protéger et promouvoir les droits des femmes et des filles et garantir l'accès égal des femmes à l'aide humanitaire et l'aide au développement.

L'engagement du Canada à l'égard du programme visant les femmes, la paix et la sécurité s'appuie fermement sur nos valeurs de liberté, de démocratie, de droits de la personne et de primauté du droit. Nos efforts substantiels pour soutenir la mise en œuvre de la résolution 1325 reflètent l'importance de ce programme. J'aimerais vous donner un aperçu de notre travail :

- Le Canada fournit du financement pour la formation en matière d'enquête sur les actes de violence sexuelle et de violence fondée sur le genre à l'intention des policiers de la mission hybride des Nations Unies et de l'Union africaine au Darfour (MINUAD). Plus de 200 agents ont déjà reçu cette formation et 50 autres la suivront cet automne.
- En outre, le Canada s'est engagé récemment à verser 13,5 millions de dollars à une ONG canadienne, le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI), afin de combattre la violence contre les filles et les jeunes femmes dans la région des Grands Lacs en Afrique. Le projet vise à renforcer les capacités des organisations locales qui ont pour mandat d'éliminer la violence à l'endroit des femmes et des filles au Burundi, en RDC et au Rwanda.
- Le Canada appuie également le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF) à Genève qui travaille à l'élaboration et à la promotion d'une boîte à outils qui favorisera la mise en œuvre des

résolutions 1325, 1820, 1888 et 1889 du Conseil de sécurité dans le domaine de la sécurité.

Le Canada est déterminé à en faire plus.

- Le Canada s'engage à s'assurer que les partenaires non gouvernementaux qui fournissent une aide humanitaire canadienne ont des codes de conduite relatifs à l'exploitation et la violence sexuelle qui respectent les principes de base du plan d'action du Comité permanent interorganisations pour la protection contre l'exploitation et la violence sexuelle pendant les crises humanitaires.
- En outre, le ministère de la Défense nationale du Canada élaborera et mettra en œuvre un cadre stratégique pour répondre à la résolution 1325 du Conseil de sécurité. Il comprendra des dispositions visant à offrir de la formation sur les enjeux relatifs aux femmes, à la paix et à la sécurité au personnel canadien affecté à des opérations de paix.
- Finalement, le Canada s'engage à dresser une liste de spécialistes des questions des femmes, de la paix et de la sécurité qui pourraient être appelés à participer à de futures opérations de paix, y compris à des processus de paix.

Nous saluons l'initiative visant à créer une base de données pour consigner les engagements à l'égard de la résolution 1325 et nous nous réjouissons à l'idée de travailler avec cet outil important pour montrer notre volonté à faire preuve de transparence au cours des années à venir.

Aujourd'hui nous avons énuméré plusieurs mesures que le Canada est disposé à prendre pour faire avancer le dossier des femmes, de la paix et de la sécurité. J'invite donc tous les États membres, les organisations régionales, l'ONU et la société civile à prendre eux aussi l'engagement d'instaurer des mesures concrètes et soutenues relatives aux questions des femmes, de la paix et de la sécurité.

Nous sommes impatients d'entendre ces engagements à l'occasion du prochain débat ouvert au Conseil de sécurité en octobre. En nous engageant à agir et en rendant compte de nos actes, nous allons de l'avant ensemble et faisons en sorte que tous les membres de la communauté internationale – femmes, hommes, filles et garçons – puissent participer de manière égale et tirer parti de notre travail.